ASSEMBLÉE NATIONALE

7 octobre 2020

PLF POUR 2021 - (N° 3360)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° I-953

présenté par

Mme Louwagie, Mme Corneloup, Mme Beauvais, M. Hetzel, M. Nury, M. Sermier, Mme Audibert, M. Perrut, M. Rolland, M. Jean-Pierre Vigier, M. Reiss, Mme Dalloz, M. Pierre-Henri Dumont, M. Brun, Mme Levy, M. Bazin, M. Vatin, M. Saddier, M. Viry, M. Dive, M. Descoeur, M. de Ganay, M. Kamardine, M. Thiériot, M. Menuel, Mme Porte, M. Ferrara, M. Viala, M. Schellenberger, M. Forissier, M. Emmanuel Maquet, M. Cherpion, Mme Poletti, Mme Serre, M. Abad, M. Benassaya et M. Therry

ARTICLE 10

I. – À la fin de l’alinéa 15, substituer au mot :

« juillet »

le mot :

« décembre ».

II. – Compléter cet article par l’alinéa suivant :

« IV. – La perte de recettes pour l’État est compensée à due concurrence par la création d’une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à reporter au mois de décembre 2021 la mesure de report de l’entrée en vigueur des règles modifiant le régime de TVA du commerce électronique.

L’article 10 du projet de loi de finances pour 2021 opère un report de l’entrée en vigueur de la réforme des règles de TVA relatives au commerce électronique. Initialement prévue pour le

1^{er} janvier 2021, dans un souci de soutien à l'économie touchée par la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, cette entrée en vigueur est repoussée au 1^{er} juillet 2021.

Le présent amendement propose de repousser l'entrée en vigueur de cette mesure à décembre 2021 compte-tenu de l'évolution toujours inquiétante de l'épidémie en France. 2021